

COMMUNIQUE DE PRESSE

Confédération Nationale du Logement

Loin de s'essouffler, la mobilisation contre la loi Sécurité globale se poursuit afin de défendre la liberté de manifester et le droit à l'information ; les rassemblements prévus samedi 30 janvier, partout en France, seront également l'occasion de s'opposer aux violences policières et à la surveillance de masse, deux menaces que portent ce dangereux projet de loi.

Alors que des milliers de voix s'élèvent pour dénoncer les différentes dispositions de la loi Sécurité globale, le gouvernement s'entête à vouloir mener à bien son projet, sans tenir compte des alertes lancées par la société civile, à commencer par les associations comme la CNL.

Les articles posant problème sont pourtant nombreux, car si l'article 24, pénalisant la diffusion malveillante d'images de policiers, cristallise les colères, c'est en réalité l'arbre qui cache la forêt : les articles 21 et 22 de la loi risquent par exemple de limiter la couverture médiatique des manifestations en permettant le recours aux drones et caméras piéton par les forces de l'ordre.

Ces mesures sont à la fois totalement inacceptables et effrayantes pour les droits fondamentaux de chacun. C'est pourquoi la CNL appelle à rejoindre les rassemblements qui se tiendront le samedi 30 janvier 2021 partout en France.